

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 1964

[C — 2000/29268]

**5 JUILLET 2000. — Décret fixant le régime des congés et de disponibilité
pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux membres du personnel visés par :

1° l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

3° le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

4° l'arrêté royal du 15 mai 1928 relatif au règlement concernant l'inspection de l'enseignement primaire;

5° l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécialisé de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécialisé;

6° l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements de la Communauté française;

7° la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

8° le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

— « période scolaire », la période s'étendant du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante et, en ce qui concerne les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, la période s'étendant du 15 septembre au 14 septembre de l'année suivante;

— « jours ouvrables », les jours de scolarité et, en ce qui concerne les centres psycho-médico-sociaux, les jours de fonctionnement.

Art. 3. Le membre du personnel absent pour cause de maladie ou d'infirmité est soumis à la tutelle du service de santé administratif en ce qui concerne la constatation de son éventuelle inaptitude et de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité.

Art. 4. Le membre du personnel dont l'absence est due à un accident causé par la faute d'un tiers perçoit son traitement d'activité ou son traitement d'attente à la condition de subroger la Communauté française dans ses droits contre l'auteur de l'accident jusqu'à concurrence des sommes versées par la Communauté française.

Les jours d'absence couverts comme tels par une indemnité versée par un tiers à la Communauté française, ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent décret.

Art. 5. Jusqu'à la septième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement, les jours d'absence directement liés à l'état de grossesse du membre du personnel ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent décret lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel.

Les périodes d'absence visées à l'alinéa 1^{er} sont rémunérées et assimilées à de l'activité de service.

CHAPITRE II. — Du régime applicable au personnel nommé ou engagé à titre définitif ou admis au stage

Section 1re. — Généralités

Art. 6. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, qui sont nommés ou engagés à titre définitif ou admis au stage, bénéficient du régime des congés et de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité défini dans le présent chapitre.

Section 2. — Des congés pour cause de maladie ou d'infirmité

Art. 7. Le membre du personnel visé à l'article 6, en activité de service, qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions par suite de maladie ou d'infirmité, peut bénéficier, pendant chaque période scolaire, de congés pour cause de maladie ou d'infirmité à raison de quinze jours ouvrables.

Le nombre de jours visés à l'alinéa 1^{er} est réduit à due concurrence lorsque le membre du personnel n'acquiert la qualité de définitif qu'après le 1^{er} septembre de l'année scolaire considérée ou qu'après le 15 septembre de l'année académique considérée, lorsqu'il ne se trouve en activité de service que durant une partie de la période scolaire considérée ou lorsqu'il comptabilise des absences irrégulières durant ladite période. Le nombre ainsi obtenu est, le cas échéant, arrondi à l'unité inférieure.

Lorsque le membre du personnel n'acquiert la qualité de définitif qu'après le 1^{er} septembre de l'année scolaire considérée ou qu'après le 15 septembre de l'année académique considérée, la réduction à due concurrence visée à l'alinéa précédent est opérée en tenant compte de la durée totale des périodes au cours desquelles l'intéressé a été désigné ou engagé à titre temporaire depuis cette date jusqu'à la date de sa nomination ou de son engagement à titre définitif.

Art. 8. § 1^{er}. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ou admis au stage à la date du 1^{er} septembre 2000 bénéficie, à cette date, du nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel il pouvait prétendre à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ou admis au stage après le 1^{er} septembre 2000 bénéficie, à la date de sa nomination ou de son engagement à titre définitif, du nombre de jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel il avait droit, à la veille de sa nomination ou de son engagement à titre définitif ou de son admission au stage, en application du chapitre III du présent décret.

§ 2. A l'issue de chaque période scolaire, le nombre de jours visé au paragraphe 1^{er} peut être augmenté du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visés à l'article 7 que l'intéressé n'a pas épuisés, sans que le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel peut prétendre le membre du personnel puisse dépasser cent quatre-vingt-deux jours ouvrables.

Art. 9. Les absences pour cause de maladie ou d'infirmité sont imputées prioritairement sur le nombre de jours dont peut bénéficier le membre du personnel en application de l'article 7.

Lorsque le membre du personnel a bénéficié de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité en application de l'article 8, le nombre maximum de jours de congé fixé par cet article peut être reconstitué au cours de la carrière, à raison du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visé à l'article 7, que l'intéressé n'a pas épuisés à la fin de chaque période scolaire.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le congé pour cause de maladie ou d'infirmité est accordé sans limite de temps lorsqu'il résulte d'un accident du travail, d'un accident sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle.

Sauf pour l'application de l'article 11, les jours de congé accordés en application de l'alinéa précédent ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé dont bénéficie le membre du personnel en vertu des articles 7 à 9.

Art. 11. Le membre du personnel ne peut être déclaré définitivement inapte pour cause de maladie ou d'infirmité avant qu'il n'ait épuisé la somme de jours de congé à laquelle lui donnent droit les articles 7 à 9.

Art. 12. Les congés pour cause de maladie ou d'infirmité sont assimilés à des périodes d'activité de service.

Section 3. — De la disponibilité pour maladie ou infirmité

Art. 13. Le membre du personnel visé à l'article 6 se trouve de plein droit en disponibilité lorsqu'il est absent pour cause de maladie ou d'infirmité après avoir épuisé le nombre maximum de jours de congé qui peuvent lui être accordés pour cette raison en application des articles 7 à 10.

Art. 14. Le membre du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité reçoit un traitement d'attente égal à :

— 80 p.c. du dernier traitement d'activité, pendant les douze premiers mois de disponibilité, au cours de sa carrière;

— 70 p.c. du dernier traitement d'activité, pendant les douze mois suivants de disponibilité;

— 60 p.c. du dernier traitement d'activité, au-delà de ces vingt-quatre mois de disponibilité.

Toutefois, le montant du traitement d'attente visé à l'alinéa 1^{er} ne peut, en aucun cas, être inférieur :

— aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

— à la pension que l'intéressé obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la pension prématurée.

Art. 15. Par dérogation à l'article 14, le membre du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité a droit à un traitement d'attente égal au montant de son traitement d'activité, si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie ou infirmité grave et de longue durée.

Le service de santé administratif décide si l'affection dont souffre le membre du personnel constitue ou non une telle maladie ou infirmité. Cette décision ne peut en tout cas intervenir avant que le membre du personnel n'ait été pour une période continue de trois mois au moins en congé ou en disponibilité pour l'affection dont il souffre.

Cette décision entraîne une révision de la situation du membre du personnel avec effet pécuniaire à la date du début de la disponibilité.

Art. 16. Le membre du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, conserve ses titres à une nomination à une fonction de promotion, à une nomination à une fonction de sélection et à l'avancement de traitement.

Art. 17. Le membre du personnel en disponibilité qui bénéficie d'un traitement d'attente est tenu de comparaître chaque année devant le service de santé administratif au cours du mois correspondant à celui de sa mise en disponibilité.

Si le membre du personnel ne comparaît pas devant le service de santé administratif à l'époque ainsi fixée, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution.

CHAPITRE III. — Du régime applicable au personnel désigné ou engagé à titre temporaire

Art. 18. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} qui sont désignés ou engagés à titre temporaire bénéficient du régime de congés rémunérés pour cause de maladie ou d'infirmité défini dans le présent chapitre.

Art. 19. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 20, §§ 2 et 3, le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire pour la durée complète d'une année scolaire ou académique et qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions par suite de maladie ou d'infirmité, peut bénéficier, pour l'année scolaire ou académique considérée, de congés pour cause de maladie ou d'infirmité à raison de quinze jours ouvrables.

Le nombre de jours visé à l'alinéa 1^{er} est réduit à due concurrence lorsque la désignation ou l'engagement à titre temporaire ne couvre pas une année scolaire ou académique complète, lorsque le membre du personnel ne se trouve en activité de service que durant une partie de la période de désignation ou d'engagement à titre temporaire considérée ou lorsqu'il s'absente irrégulièrement. Le nombre ainsi obtenu est, le cas échéant, arrondi à l'unité inférieure.

Sans préjudice de l'application de l'article 7, alinéa 3, lorsque le membre du personnel a fait l'objet de plusieurs désignations ou engagements à titre temporaire au cours d'une année scolaire ou académique, la réduction à due concurrence visée à l'alinéa précédent est opérée sur la durée totale des périodes au cours desquelles l'intéressé a été désigné ou engagé à titre temporaire pendant l'année scolaire ou académique considérée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le membre du personnel visé par cette disposition met fin volontairement à ses fonctions avant le terme de l'année scolaire ou académique, son dernier traitement d'activité est diminué d'une somme égale à la différence entre la rémunération qu'il a obtenue sur la base de l'alinéa 1^{er} et celle à laquelle il aurait pu prétendre en application de l'alinéa 2.

Art. 20. § 1^{er}. Le membre du personnel ayant acquis la qualité de temporaire avant le 1^{er} septembre 2000 et dont la durée des prestations cumulées avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, lui a permis de se constituer une réserve d'au moins 30 jours ouvrables de congé de maladie ou d'infirmité, bénéficie, à cette date, du nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel il pouvait prétendre à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

A l'issue de chaque année scolaire ou académique, le nombre de jours visé à l'alinéa 1^{er} peut être augmenté du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visé à l'article 19 que l'intéressé n'a pas épuisé, sans que le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité auquel peut prétendre le membre du personnel puisse dépasser cent quatre-vingt-deux jours ouvrables.

§ 2. Le membre du personnel ayant acquis la qualité de temporaire avant le 1^{er} septembre 2000 et dont la durée des prestations cumulées avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ne lui a pas permis de se constituer une réserve d'au moins 30 jours ouvrables de congé de maladie ou d'infirmité, voit la réserve de jours de congé de maladie ou d'infirmité dont il dispose à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret augmentée d'un nombre de jours ouvrables de congé de maladie ou d'infirmité égal à la différence entre :

— la réserve de jours de congé de maladie ou d'infirmité dont il dispose à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent décret, d'une part, et 30 jours diminué du nombre de jours de congé de maladie ou d'infirmité comptabilisés par l'intéressé au cours des années scolaires ou académiques précédentes, d'autre part.

Ce nombre de jours est octroyé au membre du personnel à titre d'avance.

Dès que l'application de l'article 19 lui a permis d'atteindre le nombre de jours lui accordé à titre d'avance en application de l'alinéa premier, le membre du personnel peut se constituer une réserve de maximum cent quatre-vingt-deux jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité au moyen du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visé à l'article 19 que l'intéressé n'a pas épuisé à la fin de chaque année scolaire ou académique.

§ 3. Le membre du personnel faisant l'objet d'une première désignation ou d'un premier engagement à titre temporaire à partir du 1^{er} septembre 2000 bénéficie, à titre d'avance, d'une réserve de 30 jours ouvrables de congé de maladie ou d'infirmité. Dès que l'application de l'article 19 lui a permis d'atteindre 30 jours ouvrables de congé de maladie ou d'infirmité, le membre du personnel peut se constituer une réserve de maximum cent quatre-vingt-deux jours ouvrables de congé pour cause de maladie ou d'infirmité au moyen du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visé à l'article 19 que l'intéressé n'a pas épuisé à la fin de chaque année scolaire ou académique.

Art. 21. Les absences pour cause de maladie ou d'infirmité sont imputées prioritairement sur le nombre de jours de congé dont peut bénéficier le membre du personnel en application de l'article 19.

Lorsque le membre du personnel a bénéficié de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité en application de l'article 20, le nombre maximum de jours de congé fixé par cet article peut être reconstitué au cours de la carrière, à raison du solde des jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité visé à l'article 19, que l'intéressé n'a pas épuisé à la fin de chaque année scolaire ou académique.

Art. 22. Lorsque l'absence pour cause de maladie ou d'infirmité du membre du personnel se prolonge au-delà de la période couverte par la désignation ou l'engagement à titre temporaire, l'application des dispositions qui précèdent ne peut entraîner l'octroi au membre du personnel d'une rémunération pendant une période postérieure à la date à laquelle sa désignation ou son engagement à titre temporaire aurait pris fin.

Art. 23. Le membre du personnel visé à l'article 18 qui est victime d'un accident de travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, bénéficie d'un congé rémunéré durant la période d'incapacité consécutive à l'accident ou à la maladie. Ce congé ne peut toutefois lui être accordé au-delà de la date à laquelle sa désignation à titre temporaire prend fin.

Si la période d'incapacité se prolonge au-delà de la date visée à l'alinéa 1^{er}, il est fait application au membre du personnel concerné de l'article 3bis de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et de l'article 22 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail.

CHAPITRE IV. — Dispositions dérogatoire, modificative, abrogatoire et finale

Art. 24. Par dérogation à l'article 7, alinéa 1^{er}, le membre du personnel visé à l'article 6 qui a atteint l'âge de 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 ou 59 ans et plus à la date du 1^{er} septembre 2000, en activité de service et qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions par suite de maladie ou d'infirmité, peut bénéficier, pendant chaque période scolaire, de congés pour cause de maladie ou d'infirmité à raison, respectivement, de 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 ou 24 jours ouvrables.

Art. 25. Par dérogation à l'article 19, alinéa 1^{er}, et sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 20, §§ 2 et 3, le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire pour la durée complète d'une année scolaire ou académique, qui a atteint l'âge de 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 ou 59 ans et plus à la date du 1^{er} septembre 2000 et qui est empêché d'exercer normalement ses fonctions par suite de maladie ou d'infirmité, peut bénéficier, pour l'année scolaire ou académique considérée, de congés pour cause de maladie ou d'infirmité à raison, respectivement, de 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 ou 24 jours ouvrables.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le membre du personnel visé par cette disposition met fin volontairement à ses fonctions avant le terme de l'année scolaire ou académique, son dernier traitement d'activité est diminué d'une somme égale à la différence entre la rémunération qu'il a obtenue sur la base de l'alinéa 1^{er} et celle à laquelle il aurait pu prétendre en application de l'article 19, alinéa 2.

Art. 26. Dans l'article 2 du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, les termes « de l'arrêté royal du 15 mai 1928 relatif au règlement concernant l'inspection de l'enseignement primaire, du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont insérés entre les termes « de l'enseignement supérieur » et les termes « ainsi que les membres du personnel contractuel ».

Art. 27. Le décret du 4 février 1997 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie et infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement est abrogé.

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 5 juillet 2000.

Le Ministre-Président des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

Session 1999-2000

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 87-1. — Rapport, n° 87-2

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 27 juin 2000.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1964

[C — 2000/29268]

5 JULI 2000. — Decreet houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden die zijn bedoeld in :

1° het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

3° het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

4° het koninklijk besluit van 15 mei 1928 betreffende het inspectiereglement voor het lager onderwijs;

5° het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs;

6° het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs [katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst] godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap;

7° de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

8° het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet, dient te worden verstaan onder :

« schoolperiode » : de periode gaande van 1 september tot en met 31 augustus van het volgend jaar en, wat betreft de Hogescholen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de periode gaande van 15 september tot en met 14 september van het volgend jaar;

« werkdagen » : de schooldagen en, wat de psycho-medisch-sociale centra betreft, de werkdagen.

Art. 3. Het personeelslid dat afwezig is wegens ziekte of invaliditeit wordt onder het toezicht geplaatst van de administratieve gezondheidsdienst die zijn eventuele ongeschiktheid vaststelt en van het orgaan dat van de Franse Gemeenschapsregering de afwezigheden wegens ziekte of invaliditeit moet controleren.

Art. 4. Het personeelslid wiens afwezigheid te wijten is aan een ongeval veroorzaakt door een derde, krijgt zijn laatste wedde in actieve dienst of zijn wachtgeld op voorwaarde dat de Franse Gemeenschap in zijn rechten wordt gesteld tegen de dader van het ongeval ten belope van de door de Franse Gemeenschap gestorte bedragen.

De afwezigheidsdagen die worden gedekt door een vergoeding gestort door een derde aan de Franse Gemeenschap worden niet meegeteld bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof waarvan het personeelslid krachtens dit decreet geniet.

Art. 5. Tot zeven weken vóór de vermoedelijke bevallingsdatum worden de afwezigheidsdagen die rechtstreeks verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof waarvan het personeelslid krachtens dit decreet geniet, wanneer een controle verricht door een orgaan dat door de Franse Gemeenschapsregering de afwezigheid wegens ziekte of invaliditeit moet controleren, bevestigt dat deze afwezigheid te wijten is aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid.

De in het eerste lid bedoelde afwezigheidsperioden zijn bezoldigd en zijn gelijkgesteld met actieve dienst.

HOOFDSTUK II. — Het stelsel dat van toepassing is op het personeel dat is benoemd of aangeworven in vast verband of toegelaten tot de stage**AFDELING 1. — Algemeen**

Art. 6. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden die zijn benoemd of aangeworven in vast verband of tot een stage toegelaten, genieten van de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit bepaald in dit hoofdstuk.

AFDELING 2. — Verlof wegens ziekte of invaliditeit

Art. 7. Het in artikel 6 bedoelde in actieve dienst zijnde personeelslid dat is zijn functie niet langer normaal kan uitoefenen wegens ziekte of invaliditeit kan, tijdens iedere schoolperiode, genieten van vijftien werkdagen verlof wegens ziekte of invaliditeit.

Het in het eerste lid bedoelde aantal dagen wordt proportioneel verminderd wanneer het personeelslid pas in vast verband treedt na 1 september van het desbetreffend schooljaar of na 15 september van het desbetreffend academiejaar, wanneer het personeelslid slechts gedurende een deel van het desbetreffend schooljaar actieve dienst heeft of wanneer het lid tijdens desbetreffende periode onregelmatige afwezigheden vergaart. Het aldus verkregen aantal wordt, in voorkomend geval, naar de lagere eenheid afgerond.

Wanneer het personeelslid pas na 1 september van het desbetreffend schooljaar of na 15 september van het desbetreffend academiejaar in vast verband treedt, wordt de in het vorige lid bedoelde proportionele vermindering toegepast rekening houdend met de totale duur van de periodes tijdens dewelke de betrokkene sedert deze datum tijdelijk aangesteld of aangeworven werd tot de dag van zijn benoeming of aanstelling in vast verband.

Art. 8. § 1. Het personeelslid dat op 1 september 2000 is benoemd of in vast verband aangenomen of toegelaten tot een stage krijgt, vanaf deze dag, het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof waarop het recht had aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet.

Het personeelslid dat na 1 september 2000 is benoemd of in vast verband aangenomen of toegelaten tot een stage krijgt, op de dag van zijn benoeming of aanstelling in vast verband, het aantal werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof waarop het recht had aan de vooravond van zijn benoeming of aanstelling in vast verband of zijn toelating tot de stage en dit met toepassing van hoofdstuk III van dit decreet.

§ 2. Op het einde van iedere schoolperiode kan het in de eerste paragraaf bedoelde aantal dagen vermeerderd worden met het saldo van de in artikel 7 bedoelde dagen ziekte- of invaliditeitsverlof die de betrokkene niet heeft opgenomen, zonder dat het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof waarop het personeelslid aanspraak kan maken, meer dan honderd tweeëntachtig werkdagen overschrijdt.

Art. 9. De afwezigheden wegens ziekte of invaliditeit worden eerst afgehouden van het aantal dagen waarvan het personeelslid krachtens artikel 7 kan genieten.

Wanneer het personeelslid verlofdagen wegens ziekte of invaliditeit heeft opgenomen krachtens artikel 8, kan het maximum aantal verlofdagen vastgesteld door dit artikel tijdens de loopbaan aangevuld worden met het saldo van de verlofdagen wegens ziekte of invaliditeit bedoeld in artikel 7 die de betrokkene op het einde van iedere schoolperiode niet heeft opgenomen.

Art. 10. In afwijking van de voorgaande bepalingen wordt het verlof wegens ziekte of invaliditeit onbeperkt in de tijd toegestaan ten gevolge van een arbeidsongeval, een ongeval van of naar het werk of van een beroepsziekte.

Behoudens voor de toepassing van artikel 11 worden de krachtens het vorige lid toegestane verlofdagen niet in aanmerking genomen voor de berekening van het aantal verlofdagen waarvan het personeelslid krachtens artikelen 7 tot 9 geniet.

Art. 11. Het personeelslid kan niet definitief onbekwaam verklaard worden wegens ziekte of invaliditeit wanneer het niet alle verlofdagen bedoeld in artikelen 7 tot 9 opgenomen heeft.

Art. 12. Het verlof wegens ziekte of invaliditeit is gelijkgesteld met periodes van actieve dienst.

AFDELING 3. — De beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit

Art. 13. Het in artikel 6 bedoelde personeelslid is met volle recht ter beschikking gesteld wanneer het afwezig is wegens ziekte of invaliditeit na het maximum aantal verlofdagen dat het hiervoor krachtens artikelen 7 tot 10 wordt verleend, opgebruik heeft.

Art. 14. Het wegens ziekte of invaliditeit ter beschikking gestelde personeelslid krijgt een vergoeding gelijk aan :

- 80 % van de laatste wedde in actieve dienst gedurende de eerste twaalf maanden terbeschikkingstelling tijdens zijn loopbaan;
- 70 % van laatste wedde in actieve dienst gedurende de volgende twaalf maanden terbeschikkingstelling;
- 60 % van de laatste wedde in actieve dienst na deze vierentwintig maanden terbeschikkingstelling.

Het bedrag van het in het eerste lid bedoelde wachtgeld mag evenwel, in geen enkel geval, lager zijn dan :

- de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde situatie zou krijgen indien het sociaal zekerheidsstelsel sedert het begin van zijn afwezigheid op hem van toepassing zou zijn;
- het pensioen dat de betrokkene zou krijgen indien hij, op de dag van zijn terbeschikkingstelling, tot vervroegd pensioen zou toegelaten worden.

Art. 15. In afwijking van artikel 14 heeft het personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ziekte of invaliditeit recht op wachtgeld gelijk aan het bedrag van zijn activiteitsloon, indien de aandoening waaraan hij lijdt erkend is als ernstige en langdurige ziekte of invaliditeit.

De administratieve gezondheidsdienst beslist of de aandoening waaraan het personeelslid lijdt al dan niet een dergelijke ziekte of invaliditeit is. Deze beslissing mag in ieder geval niet genomen worden zolang het personeelslid niet minstens drie maand onafgebroken ter beschikking gesteld is voor de aandoening waaraan hij lijdt.

Door deze beslissing wordt de situatie van het personeelslid herzien met pecuniaire gevolgen vanaf het begin van de beschikbaarheid.

Art. 16. Het personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens ziekte of invaliditeit behoudt zijn rechten op een benoeming tot een promotiefunctie, op een benoeming tot een selectiefunctie en op een vooruitbetaling van het loon.

Art. 17. Het ter beschikking gestelde personeelslid dat wachtgeld krijgt, moet ieder jaar tijdens de maand waarop de beschikbaarheid inging voor de administratieve gezondheidsdienst verschijnen.

Indien het personeelslid op dit vastgesteld tijdstip niet voor de administratieve gezondheidsdienst verschijnt, wordt zijn wachtgeld vanaf deze periode opgeschort totdat hij verschenen is.

HOOFDSTUK III. — Het stelsel dat van toepassing is op het tijdelijk aangesteld of aangeworven personeel

Art. 18. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden die tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn, genieten van het stelsel van betaald verlof wegens ziekte of invaliditeit zoals bepaald in dit hoofdstuk.

Art. 19. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 20, §§ 2 en 3, kan het personeelslid dat tijdelijk is aangesteld of aangeworven voor de volledige duur van een school- of academiejaar en dat zijn functies niet normaal kan uitoefenen wegens ziekte of invaliditeit, voor het desbetreffend school- of academiejaar, vijftien werkdagen verlof opnemen wegens ziekte of invaliditeit.

Het in het eerste lid bedoelde aantal dagen wordt proportioneel verminderd wanneer de tijdelijke aanstelling of aanwerving niet geldt voor een volledig school- of academiejaar, wanneer het personeelslid slechts gedurende een deel van de desbetreffende tijdelijke aanstellings- of aanwervingsperiode in actieve dienst is of wanneer het lid onregelmatig afwezig is. Het aldus verkregen aantal wordt, in voorkomend geval, naar de lagere eenheid afgerond.

Wanneer het personeelslid tijdens een school- of academiejaar meerdere malen tijdelijk aangesteld of aangeworven werd, wordt de in het vorig lid bedoelde proportionele vermindering, onverminderd de toepassing van artikel 7, derde lid, toegepast op de totale duur van de periodes gedurende dewelke de betrokkene tijdelijk aangesteld of aangeworven werd tijdens het desbetreffend school- of academiejaar.

Wanneer het door deze bepaling bedoelde personeelslid vrijwillig zijn functie neerlegt vóór het einde van het school- of academiejaar, wordt zijn activiteitsloon, in afwijking van het eerste lid, verminderd met een bedrag gelijk aan het verschil tussen de vergoeding verkregen op grond van het eerste lid en deze waarop hij aanspraak had kunnen maken krachtens het tweede lid.

Art. 20. § 1. Het personeelslid dat vóór 1 september het statuut van tijdelijke heeft verkregen en wiens gecumuleerde prestatieduur vóór de inwerkingtreding van dit decreet hem toeliet een reserve van minstens 30 werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof op te bouwen, krijgt vanaf deze dag dit aantal dagen verlof wegens ziekte of invaliditeit waarop hij aanspraak kon maken op de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet.

Op het einde van ieder school- of academiejaar, kunnen de in het eerste lid bedoelde dagen vermeerderd worden met het saldo verlofdagen wegens ziekte of invaliditeit bedoeld in artikel 19 die de betrokkene niet heeft opgenomen, zonder dat het aantal verlofdagen wegens ziekte- en invaliditeit waarop het personeelslid recht heeft, meer dan honderd tweëntachtig werkdagen overschrijdt.

§ 2. Het personeelslid dat vóór 1 september 2000 de hoedanigheid van tijdelijke verworven heeft en wiens gecumuleerde prestatieduur vóór de inwerkingtreding van dit decreet hem niet toeliet een reserve van 30 werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof op te bouwen, ziet het aantal reservedagen ziekte- of invaliditeitsverlof op de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet vermeerderen met een aantal werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof gelijk aan het verschil tussen :

— de reservedagen ziekte- of invaliditeitsverlof die hij heeft aan de vooravond van de inwerkingtreding van dit decreet enerzijds, en

— 30 dagen in mindering gebracht bij het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof opgenomen door de betrokkene gedurende de voorgaande school- of academiejaren, anderzijds.

Het personeelslid krijgt dit aantal dagen op voorhand.

Zodra hij door de toepassing van artikel 19 het aantal dagen bereikt die hij op voorhand kreeg met toepassing van het eerste lid, kan het personeelslid een maximum reserve samenstellen van honderd tweëntachtig werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof bedoeld in artikel 19 die de betrokkene op het einde van ieder school- of academiejaar niet heeft opgenomen.

§ 3. Het personeelslid dat voor een eerste keer is aangesteld of aangeworven vanaf 1 september 2000 krijgt, op voorhand, een reserve van 30 werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof. Zodra hij door de toepassing van artikel 19 30 werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof heeft kunnen opbouwen, kan het personeelslid een maximumreserve van honderd tweëntachtig werkdagen ziekte- of invaliditeitsverlof samenstellen aan de hand van het saldo van dagen ziekte- of invaliditeitsverlof bedoeld in artikel 19 die de betrokkene op het einde van ieder school- of academiejaar niet heeft opgenomen.

Art. 21. De afwezigheden wegens ziekte of invaliditeit worden eerst afgetrokken van het aantal verlofdagen dat het personeelslid krachtens artikel 19 heeft.

Wanneer het personeelslid ziekte- of invaliditeitsverlof heeft opgenomen krachtens artikel 20, mag het maximum aantal verlofdagen vastgesteld door dit artikel tijdens de loopbaan verder worden aangevuld ten belope van het saldo van de in artikel 19 bedoelde dagen ziekte- of invaliditeitsverlof die de betrokkene op het einde van ieder school- of academiejaar niet heeft opgenomen.

Art. 22. Wanneer de ziekte of invaliditeit van het personeelslid langer aansleept dan de periode van de tijdelijke aanstelling of aanwerving mag het personeelslid geen krachtens de voorgaande bepalingen toegekende vergoedingen ontvangen na de dag waarop zijn tijdelijke aanstelling of aanwerving zou zijn beëindigd.

Art. 23. Het in artikel 18 bedoelde personeelslid dat het slachtoffer is van een arbeidsongeval, van een ongeval van of naar het werk of van een beroepsziekte, krijgt betaald verlof tijdens de periode van ongeschiktheid volgend op het ongeval of de ziekte. Dit verlof mag hem evenwel niet meer worden toegestaan na de dag waarop zijn tijdelijke aanstelling ten einde loopt.

Indien de periode van arbeidsongeschiktheid langer aansleept dan de in het eerste lid bedoelde datum, zijn artikel 3bis van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector en artikel 22 van de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen van toepassing op desbetreffend personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — Afwijkende, wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 24. In afwijking van artikel 7, eerste lid, kan het in artikel 6 bedoelde personeelslid dat op 1 september 2000 de leeftijd heeft bereikt van 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 of 59 en meer, actieve dienst heeft en zijn functie niet langer normaal kan uitoefenen ingevolge ziekte of invaliditeit, gedurende ieder schooljaar verlof opnemen wegens ziekte of invaliditeit ten belope van respectievelijk 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 of 24 werkdagen.

Art. 25. In afwijking van artikel 19, eerste lid, en onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 20, §§ 2 en 3, kan het personeelslid tijdelijk aangesteld of aangeworven voor de volledige duur van een school- of academiejaar en dat op 1 september 2000 de leeftijd heeft bereikt van 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 of 59 en meer en die zijn functie niet langer normaal kan uitoefenen ingevolge ziekte of invaliditeit, voor desbetreffend school- of academiejaar, ziekte- of invaliditeitsverlof opnemen ten belope van respectievelijk 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 of 24 werkdagen.

Wanneer het door deze bepaling bedoelde personeelslid vrijwillig zijn functie neerlegt vóór het einde van het school- of academiejaar, wordt zijn activiteitsloon, in afwijking van het eerste lid, verminderd met een bedrag gelijk aan het verschil tussen de vergoeding verkregen op grond van het eerste lid en deze waarop hij aanspraak had kunnen maken krachtens artikel 19, tweede lid.

Art. 26. In artikel 2 van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen in het onderwijs, worden de woorden "van het koninklijk besluit van 15 mei 1928 betreffende het inspectiereglement voor het lager onderwijs, van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap" ingevoegd tussen de woorden "van het hoger onderwijs", en "en de contractuele personeelsleden".

Art. 27. Het decreet van 4 februari 1997 houdende de regeling inzake verlof en disponibiteit wegens ziekte en gebrekkigheid van sommige leden van het onderwijspersoneel is opgeheven.

Art. 28. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2000.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 5 juli 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan ONE,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota